

Établissement d'un réseau de recherche sur les pêches



(CRDI : N. Kumar)

2005-04-04

par Patrick Kavanagh

Au début des années 1980, l'industrie de la pêche connaissait de graves problèmes dans nombre de pays d'Asie du Sud-Est. Les ménages de pêcheurs étaient, pour la plupart, enlisés dans la pauvreté, en raison de la surpêche et de la détérioration des côtes.

Dans les pêches dites de capture, la ressource était considérée comme un « bien commun », de sorte que rien n'incitait les pêcheurs à limiter les prises. Chacun se disait : « Si je ne prends pas le poisson, quelqu'un d'autre le fera. » Les formes traditionnelles de réglementation de l'accès aux lieux de pêche s'étaient effritées avec l'arrivée de bateaux très mobiles. En plus de cela, le combustible et les autres intrants étaient devenus plus coûteux. Par ailleurs, en aquaculture, quelques grandes entreprises avaient réussi à écarter nombre de petits exploitants qui n'étaient guère rentables.

Des problèmes connexes concernant la sécurité alimentaire, le développement rural, l'emploi, les gains en devises étrangères, le tourisme et l'environnement ont fait de la gestion des pêches et des ressources côtières l'une des grandes priorités politiques.

En même temps, les recherches scientifiques exécutées sur ces questions étaient surtout axées sur les aspects biologiques, même si les gens commençaient à se rendre compte que les vraies solutions étaient d'ordre social, économique, politique et institutionnel. On consacrait trop d'efforts à l'étude du poisson et pas assez à celle de la situation des pêcheurs.

Nécessité de la recherche en sciences sociales

Les responsables de l'élaboration des politiques avaient un besoin urgent de données plus pertinentes en sciences sociales. Pour répondre à cette demande, ils ont compté de plus en plus sur des pays hors de la région, capables d'offrir des services d'éducation, de consultation et de recherche de ce type. Manifestement, l'Asie du Sud-Est devait se doter d'une démarche locale pluridisciplinaire pour résoudre les problèmes de l'industrie des pêches.

Voilà pourquoi on a lancé en 1983, avec l'aide financière du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et sous la coordination du Centre international de gestion des

ressources aquatiques vivantes (ICLARM) aux Philippines, le Réseau des sciences sociales sur les pêches en Asie.

Le réseau avait pour mandat de simplement remédier au manque de capacités de recherches en sciences sociales en Asie du Sud-Est en ayant recours à divers moyens : formation structurée et non structurée, bourses, activités de recherche, échanges d'information, colloques, ateliers et échanges de personnels.

Croissance du réseau

Le CRDI a maintenu son appui de 1983 à 1996. Pendant cette période, le réseau, qui, au départ, ne comptait que quelques universités fondatrices de Malaisie, des Philippines et de Thaïlande, s'est élargi à plus d'une douzaine d'équipes et à plusieurs douzaines de chercheurs dans les pays membres, ainsi qu'en Indonésie et au Viet Nam. Il a connu quatre phases distinctes, et l'orientation de ses travaux est passée du simple renforcement des capacités à l'exécution de recherches en sciences sociales pour l'élaboration des politiques.

Par la suite, ses membres ont commencé à offrir des services de consultation à l'échelle mondiale. Autrement dit, le réseau a aidé l'Asie du Sud-Est à passer d'importateur net à exportateur net de ce type de connaissances spécialisées.

À la fin des années 1990, le réseau s'est intégré à l'[Asian Fisheries Society](#), organisme plus grand établi aux Philippines et ayant des objectifs analogues, et ses activités se poursuivent.

Établissement de liens entre la biologie et les sciences sociales

L'un des cofondateurs du réseau est Nik Mustapha Raja Abdullah, maintenant doyen de la Faculté d'économie et de gestion de l'Universiti Putra Malaysia (UPM). À ses dires, l'objet du réseau n'était pas uniquement de créer une capacité en sciences sociales, mais aussi de tisser des liens entre les sciences biologiques et les sciences sociales.

Il explique que son *alma mater* (qui s'appelait autrefois Universiti Pertanian Malaysia) était le principal établissement de formation du réseau. Ensemble, l'UPM et le réseau ont initié de nombreux jeunes chercheurs aux avantages de la démarche pluridisciplinaire. Les étudiants venaient d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines, du Sri Lanka et de Thaïlande, et l'UPM leur a permis d'acquérir un vaste éventail de connaissances.

Mustapha rappelle également que c'est grâce au réseau que de nombreuses personnes de la région ont pu lancer leur carrière. Plusieurs d'entre elles sont devenues responsables des politiques dans les gouvernements régionaux. La réputation du réseau est telle que les responsables publics s'adressent sans cesse aux institutions qui y sont affiliées afin d'obtenir leur apport en matière d'élaboration de politiques.

Mustapha lui-même est un bon exemple de cela. Cofondateur du réseau, il occupe actuellement un poste universitaire de haut niveau et offre des conseils en matière de politiques en tant que membre de divers conseils consultatifs en Malaisie et au niveau international.

Une démarche de sciences sociales

Le réseau a fait valoir l'idée que la pêche, comme presque toutes les activités humaines, est complexe et mue par de nombreux facteurs. Grâce au réseau, de nos jours, tant les pêcheurs que le poisson font l'objet des études des chercheurs en sciences sociales et des économistes.

Dans certains contextes, la notion même de sciences sociales est relativement nouvelle. Au Viet Nam, par exemple, le réseau a fait adopter l'idée de la recherche sur l'opinion publique, concept qui, jusqu'alors, était inconnu dans cette économie dirigée. Nguyen Chu Hoi, du ministère des Pêches, fait d'ailleurs état d'une étude dans laquelle on a demandé aux pêcheurs ce qu'ils pensaient de la pêche et de leur vie, ce qui ne s'était jamais fait auparavant.

Recherche pour éclairer l'élaboration des politiques

De nombreux projets appuyés par le réseau et faisant appel à une démarche pluridisciplinaire ont abouti à des recommandations de politiques que les gouvernements ont adoptées facilement. Mentionnons, à titre d'exemple, l'examen qu'a fait la Thaïlande de la gestion communautaire de ses ressources côtières. Les auteurs ont recommandé que l'on accorde aux petits pêcheurs des droits de propriété privilégiés sur les eaux littorales, conseil que le ministère des Pêches a suivi dans l'élaboration d'un programme sur les droits de pêche. Ainsi, la « ressource sociale » qu'est l'appropriation ou la responsabilité a été mobilisée pour aider à protéger la « ressource biologique », soit les stocks de poissons.

Mustapha fait remarquer que l'UPM a contribué à la formation d'autres enseignants et à l'essor d'autres départements et programmes en matière d'économie des pêches dans les universités affiliées au réseau en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande. Un autre aspect remarquable du réseau, dont il est fier de faire état, a trait à la représentation équilibrée des hommes et des femmes parmi les membres.

Les problèmes fondamentaux des pêches en Asie du Sud-Est qui ont suscité la création du réseau sont loin d'être réglés. De plus, les tsunamis, en décembre 2004, ont porté un dur coup au secteur des pêches le long de bien des côtes. Par contre, il y a maintenant toute une gamme de mécanismes efficaces qui aideront à relever les défis qui se posent.

Patrick Kavanagh est rédacteur et réviseur pigiste établi à Ottawa.

Renseignements

Brian Davy, Spécialiste de programmes principal, Initiative de programme sur la Gestion communautaire des ressources naturelles en Asie, CRDI, BP 8500, Ottawa (Ontario), Canada K1G 3H9; tél. : (613) 236-6163, ext. 2540; téléc. : (613) 567-7749; courriel : bdavy@idrc.ca